

Paul Magnette

«La Wallonie ne se redresse pas assez vite»

INTERVIEW

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Discret depuis sont intronisation comme ministre-président de la Région wallonne, Paul Magnette est sorti de son silence cette semaine. Devant quelques journalistes, le nouveau maître de l'Elysette a dressé les grandes lignes de son mandat. Il est néanmoins resté très prudent à la veille d'un conclave budgétaire qui risque d'être difficile pour la Wallonie. Paul Magnette n'entend pas non plus taper à tort et à travers sur la «suédoise». Il laisse çà à Elio Di Rupo.

Comment comptez-vous incarner la Wallonie?

On n'a pas besoin de discours incantatoire mais de la pédagogie. Il faut expliquer la transition industrielle qu'on vit.

Votre transition de Charleroi vers Namur, était-ce évident?

Ce n'était pas prémédité. Je reconnais qu'en cours de négociations, et voyant les enjeux, j'y ai pris goût. Il y a un sens du momentum. J'ai 43 ans. Je suis issu d'une génération qui a toujours connu la crise. Je n'ai jamais connu que des fermetures d'usines. Comme bourgmestre, je vois les difficultés que vivent certaines entreprises et les autres qui décollent. Il y a une transition à accompagner. C'est le bon moment pour moi vu mon âge, vu le momentum politique.

La Wallonie, vous lui donnez combien de temps pour se redresser?

Elle se redresse. La croissance est un peu plus faible que ce qui avait été prévu mais elle est meilleure que la croissance nationale. Le taux d'emploi continue à augmenter et le taux de chômage baisse. Mais c'est vrai que la Wallonie ne se redresse pas assez vite. Il faut accélérer le mouvement. Je ne serai jamais dans l'autosatisfaction et l'autocongratulation. Je suis d'une génération qui se souvient que quand elle avait 20 ans on lui disait qu'on y était, que la Wallonie allait se redresser. Mais je ne veux pas non plus être dans l'excès inverse et dire que la Wallonie, c'est la Corée du nord, qu'il n'y a rien qui avance. Il y a un travail de pédagogie à avoir sous cette législature. Les gens sont perdus avec ces discours excessifs d'un côté et d'un autre. Il faut être honnête sur les quelques grandes variables: la crois-

sance va mieux mais les exportations se tassent. Le message central est de dire qu'avec les moyens qu'on a, on doit absolument être efficace. Comme ministre-président, je coordonne les 2,5 milliards européens du Feder. C'est la dernière tranche. Ces 2,5 milliards doivent être investis avec une conception d'effet de levier et de modernisation. Et les 2,5 milliards que l'on va mettre dans le plan Marshall devront également être ciblés sur les secteurs et les types d'actions dont on est certain qu'ils vont avoir un effet positif. Les instruments Feder et le plan Marshall sont stratégiques et ils doivent être utilisés dans ce sens.

Dans votre discours à l'occasion des fêtes de Wallonie, vous insistez sur les jeunes. Pourquoi?

Je suis frappé par la déconnexion qui existe entre la génération montante et celle qui est aujourd'hui aux responsabilités. Les jeunes de 17-30 ans ne sont pas dans la contestation. Ce n'est pas une génération de rupture. Il faut éviter de passer à côté d'une transformation culturelle. C'est un défi pour la Wallonie. Une enquête de Solidaris nous apprend que 80% des jeunes sont bien dans leur peau mais qu'un jeune sur 5 est complètement lâché: échec scolaire, consommation d'alcool, retrait de la vie sociale,... C'est inquiétant car on a un groupe qui fait sécession. C'est corrélé pratiquement à 100% au chômage des parents et à la situation familiale. Une partie de la jeunesse appelle à une attention particulière. Le taux d'emploi, en particulier chez les jeunes, n'est pas suffisant en Wallonie.

Vous misez sur la réindustrialisation pour créer de l'emploi et redresser la Wallonie. On connaît les problèmes de compétitivité des entreprises en Belgique et en Wallonie. Je suppose que vous ne pouvez qu'encourager les mesures d'aides aux entreprises négociées dans ce cadre au niveau fédéral par les partenaires de la «suédoise».

J'ai toujours dit qu'il faut aborder le débat du coût salarial. Mais il doit être abordé de manière nuancée. Je visite une entreprise par semaine pour comprendre l'économie. Je pose toujours la même question: quelle est la part de votre coût salarial dans votre coût total? Neuf fois sur dix, mon interlocuteur ne sait pas répondre à la question. Ensuite, quand on regarde, ce n'est souvent pas tant que cela. Chez Audi par exemple, la part du coût salarial dans une Audi de 30.000 euros est de 7%. Dans les biotechno-

logies, le coût salarial n'est pas le vrai problème. C'est un problème dans des secteurs qui sont en concurrence avec des pays qui ont une structure de droit social et de formation des salaires en totale contradiction avec la nôtre.

Et donc? Vous ne soutenez pas la démarche entreprise par les négociateurs de la «suédoise» pour soulager les entreprises?

Il faut évidemment regarder la question du coût salarial, mais de manière ciblée. Il y a quelque chose d'inquiétant si on ne cible pas ces baisses. Si on ne cible pas, comment allons-nous financer la sécurité sociale et les pensions? Deuxièmement, si c'est simplement pour que les dividendes soient en hausse, cela n'a aucun intérêt. La part des dividendes a augmenté ces dernières années mais pas celle de l'emploi. Dans une société où les riches sont déjà de plus en plus riches, je ne vois pas très bien ce que cela apporte à la prospérité collective.

Qu'attendez-vous des partenaires sociaux?

Beaucoup. On doit inventer notre modèle mosan. Les partenaires sociaux au Fédéral font des accords interprofessionnels qui portent sur la formation des salaires et les conditions de la compétitivité. Le modèle à l'échelle wallonne est à inventer. Ce modèle devra être très intégré avec les partenaires sociaux. Il faudra cibler les réductions de cotisation sociale. Les partenaires sociaux doivent nous aider. Il faut aller le plus loin possible avec les partenaires sociaux

comme dans une logique d'AIP. Mais pour cela, ils doivent le vouloir. Je suis pour une implication forte des partenaires sociaux. Ce sont eux qui savent le mieux où on peut innover dans les entreprises et ce qu'on peut faire au niveau de la formation. Mais cela dépendra d'eux. Ils vont peut-être préférer rester dans une position critique.

Craignez-vous qu'à un moment ou un autre, le Fédéral vous mette des bâtons dans les roues par esprit de vengeance de certains?

Je n'ose pas imaginer qu'un niveau de pouvoir prenne des mesures par vengeance. Ce serait un niveau de déloyauté fédéral absolu. Ma crainte est que, dans une majorité dans laquelle les francophones et les Wallons sont très peu représentés, leurs intérêts ne soient pas défendus.

EXPRESS

«Je suis d'une génération qui se souvient que quand elle avait 20 ans on lui disait qu'on y était, que la Wallonie allait se redresser. Mais je ne veux pas non plus être dans l'excès inverse et dire que la Wallonie, c'est la Corée du nord.»

«La part des dividendes a augmenté ces dernières années mais pas celle de l'emploi. Dans une société où les riches sont déjà de plus en plus riches, je ne vois pas très bien ce que cela apporte à la prospérité collective.»

«Les partenaires sociaux doivent nous aider. Il faut aller le plus loin possible avec les partenaires sociaux comme dans une logique d'AIP.»